



Conseil économique et social

Distr.: Générale
24 janvier 2003

Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants

Reprise de la quarante- sixième session

Vienne, 8-17 avril 2003

Point 9 de l'ordre du jour provisoire*

Questions administratives et budgétaires

Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues: budget révisé proposé pour l'exercice biennal 2002-2003 et esquisse budgétaire pour l'exercice biennal 2004-2005

Rapport du Directeur exécutif

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Première partie		
Introduction	1-16	3
I. Résumé analytique.	1-16	3
A. Masse budgétaire et plan ressources	4-8	3
B. Priorités opérationnelles.....	9-10	5
C. Situation financière.....	11	7
D. Budget d'appui	12	7
E. Budget-programme	13-14	9
F. Méthode.....	15-16	9
II. Projet de résolution qu'il est recommandé à la Commission des stupéfiants d'adopter.	17	10

* E/CN.7/2003/1.



Deuxième partie

	Situation financière du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues	18-27	12
III.	Vue d'ensemble	18-25	12
IV.	Options en vue d'un financement assuré et prévisible	26-27	16

Troisième partie

	Budget d'appui révisé pour l'exercice biennal 2002-2003	28-50	18
V.	Budget d'appui	28-41	18
	A. Vue d'ensemble	28-34	18
	B. Appui aux programmes	35-39	20
	C. Gestion et administration	40-41	22
VI.	Budget-programme	42-50	23

Quatrième partie

	Esquisse budgétaire pour l'exercice biennal 2004-2005	51-71	25
VII.	Résumé	51-53	25
VIII.	Programme	54-69	26
	A. Vue d'ensemble	54-59	26
	B. Principes généraux	60	27
	C. Orientations, législation et sensibilisation	61-63	28
	D. Prévention et réduction de l'abus de drogues	64-66	28
	E. Activités de substitution	67-68	29
	F. Répression du trafic de drogues	69	30
IX.	Appui aux programmes	70	30
X.	Gestion et administration	71	31

Annexes

I.	Répartition des postes pour le budget d'appui, le budget-programme et le budget ordinaire, 2002-2003	32
II.	Suite donnée aux recommandations et observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par le Comité des commissaires aux comptes	40

Tableaux

1.	Ressources nécessaires, 2002-2003 et 2004-2005	4
2.	Plan ressources, 2002-2003 et 2004-2005	6
3.	État financier récapitulatif, 2000-2001, 2002-2003 et 2004-2005	8
4.	Dépenses d'appui aux programmes, 2002-2003 et 2004-2005	15
5.	Ressources nécessaires pour le budget d'appui révisé, 2002-2003	19
6.	Transferts de postes au siège, prévisions révisées pour l'exercice 2002-2003	20
7.	Prévisions de dépenses révisées au titre du budget d'appui de l'exercice 2002-2003, bureaux extérieurs	21
8.	Prévisions de dépenses révisées pour l'exercice 2002-2003	25
9.	Esquisse budgétaire pour l'exercice biennal 2004-2005	26

Première partie

Introduction

I. Résumé analytique

1. Le présent rapport, qui renferme le budget révisé proposé pour l'exercice biennal 2002-2003 et l'esquisse budgétaire pour l'exercice biennal 2004-2005 du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), est présenté en application de la résolution 13 (XXXVI) de la Commission des stupéfiants et de l'article X des règles de gestion financière du Fonds du PNUCID. Le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) relatif au budget révisé proposé pour l'exercice biennal 2002-2003 et à l'esquisse budgétaire pour l'exercice biennal 2004-2005 est publié sous la cote E/CN.7/2003/16. Le budget a été établi dans le cadre du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

2. Le Secrétariat a pris note des recommandations de la Commission et du Comité consultatif sur la méthode à retenir pour la budgétisation axée sur les résultats.

3. Le présent document regroupe les divers documents budgétaires: résumé analytique; examen de la situation financière du PNUCID pour l'exercice 2002-2003 et projections pour l'exercice 2004-2005; prévisions révisées au titre du budget d'appui et du budget-programme pour l'exercice 2002-2003; et esquisse budgétaire pour l'exercice 2004-2005. Il met en rapport budgets initiaux et budgets révisés pour l'exercice 2002-2003. Pour faire suite aux observations qu'a formulées le Comité consultatif (E/CN.7/2001/18, par. 14) et comme indiqué dans le budget initial proposé de l'exercice 2002-2003 (E/CN.7/2001/14, annexe II, par. 4.), les budgets révisés sont présentés de manière concise et exposent les principales variations en fonction de l'évolution des priorités décidées par les organes directeurs ou proposées par le Directeur exécutif. Les descriptifs de programme pour lesquels des modifications importantes sont proposées sont présentés sous forme synthétique. Le texte intégral de l'ensemble des descriptifs de programme, présenté selon un schéma axé sur les résultats, peut être consulté sur le site Web de l'Office contre la drogue et le crime <www.unodc.org>.

A. Masse budgétaire et plan ressources

4. Le tableau 1 récapitule les ressources nécessaires.

Tableau 1
Ressources nécessaires, 2002-2003 et 2004-2005

(en milliers de dollars)

	<i>Budget initial 2002-2003</i>	<i>Budget révisé 2002-2003</i>	<i>Esquisse budgétaire 2004-2005</i>
Budget-programme	130 011,6	130 170,1	132 165,3
Budget d'appui	35 386,6	34 243,5	35 955,8
Dépenses d'appui	2 993,5	2 020,4	2 816,8
Total	168 391,7	166 434,0	170 937,9

5. Le budget révisé pour l'exercice 2002-2003 a été établi en fonction des dépenses effectivement engagées au cours de la première année de l'exercice biennal et des prévisions de dépenses pour la deuxième année, ainsi que des modifications proposées au budget-programme. Comme pour les exercices précédents, les dépenses au titre des programmes devraient s'inscrire à hauteur de 80 % du budget-programme révisé pour l'exercice 2002-2003. Le budget d'appui révisé fait apparaître des prévisions de dépenses d'un montant inférieur de 1,1 million de dollars à celui du budget d'appui initial approuvé; cette diminution est le résultat net des économies réalisées grâce au gel de postes (1,4 million de dollars) et d'un accroissement des dépenses dû à la fluctuation du taux de change et aux mouvements de l'inflation (0,3 million de dollars).

6. À la reprise de sa quarante-quatrième session, la Commission a approuvé le budget d'appui initial de l'exercice biennal 2002-2003 (résolution 44/20). Elle a, à cette occasion, noté que le PNUCID examinerait plus avant l'organigramme provisoire et l'allocation des postes et qu'il la saisirait, à sa quarante-cinquième session, d'une proposition révisée ne dépassant pas le montant total des crédits ouverts au budget de l'exercice 2002-2003. À sa quarante-cinquième session, la Commission était saisie d'une note du Secrétariat (E/CN.9/2002/10) indiquant que, dans l'attente de la nomination d'un nouveau directeur exécutif, il n'était proposé aucune modification et que la Commission serait ultérieurement saisie d'une proposition révisée. Le budget révisé pour l'exercice 2002-2003 ne dépasse pas le montant total des crédits ouverts et les modifications de l'allocation des postes présentées dans la troisième partie du présent document s'inscrivent dans les limites établies par la Commission. S'agissant de la modification de l'organigramme, des propositions reposant sur les lignes directrices relatives aux priorités opérationnelles sont à l'étude. Une fois le nouvel organigramme approuvé par le Secrétaire général, les modifications de l'allocation des postes en résultant seront inscrites au budget final pour l'exercice biennal 2002-2003 et au budget initial pour 2004-2005, sur lesquels la Commission est appelée à se prononcer à la reprise de sa quarante-sixième session, en décembre 2003.

7. Les prévisions révisées pour l'exercice 2002-2003 sont alignées sur les estimations les plus fiables de l'évolution des recettes et sur les projections actualisées, à comparer à celles retenues il y a un an lorsque le budget initial a été élaboré. L'esquisse l'exercice pour 2004-2005 repose également sur les estimations les plus fiables de l'évolution des recettes dans leur ensemble et retient un accroissement d'environ 2,7 % par rapport au budget révisé de 2002-2003, compte tenu de l'inflation et des fluctuations du taux de change.

8. Le plan ressources présenté au tableau 2 récapitule les ressources disponibles et leur emploi. La masse des dépenses prévues pour l'exercice 2002-2003, soit 166,4 millions de dollars, est couverte par le solde des fonds et les recettes prévues, dont la somme est estimée à 190,6 millions de dollars pour la même période. Il est prévu une marge de 24,2 millions de dollars entre les ressources dont on pense pouvoir disposer et leur emploi envisagé, de manière que le solde des fonds suffise à financer les activités qui se poursuivront en 2004-2005. On pourra de la sorte équilibrer l'emploi des ressources, en se fondant sur un coefficient programme/activités d'appui de 77/23, lequel sera maintenu pendant l'exercice 2002-2003 et pour l'exercice 2004-2005.

B. Priorités opérationnelles

9. Le budget et le plan ressources se fondent sur les priorités opérationnelles à moyen terme ci-après:

- a) Traiter de façon intégrée les questions intéressant la drogue et le crime;
- b) Inscrire les questions concernant la drogue et le crime dans le contexte du développement durable;
- c) Maintenir un équilibre entre les activités de prévention et de répression;
- d) Choisir les opérations sur la base des connaissances et d'une vision stratégique;
- e) Contribuer à mettre en place des institutions pour promouvoir les meilleures pratiques internationales;
- f) Optimiser les ressources pour tirer parti de la force des partenariats.

10. Ces priorités seront mises en œuvre conformément aux lignes directrices, dans le contexte régional, au moyen d'une approche multilatérale et en prenant en compte les sexospécificités. Des conditions préalables, telles une assise financière solide, un personnel motivé et une présence adéquate sur le terrain, seront essentielles pour mener le programme à bonne fin. Un document détaillé relatif à ces priorités est désormais à la disposition des États Membres, qui a été établi après consultation de toutes les parties prenantes et de l'ensemble du personnel.

Tableau 2
Plan ressources, 2002-2003 et 2004-2005

(en milliers de dollars)

	Fonds du PNUCID										Budget ordinaire		
	Prévisions initiales, 2002-2003		Prévisions révisées, 2002-2003				Esquisse budgétaire, 2004-2005				2002-2003	2004-2005	
			Ressources à des fins		Ressources à des fins		Ressources à des fins		Ressources à des fins				
	Total		Total		Total		Total		(Approuvé)	(Proposé)			
	Montant	%	générales	spéciales	Montant	%	générales	spéciales			Montant	%	
I. Ressources disponibles													
Solde d'ouverture	43 545,5	24,2	9 835,0	43 586,5	53 421,5	28,0	5 312,4	44 861,1	50 173,5	28,6	--	--	
Recettes	136 295,0	75,8	27 707,0	109 445,0	137 152,0	72,0	29 170,0	96 310,0	125 480,0	71,4	--	--	
Total, I	179 840,5	100,0	37 542,0	153 031,5	190 573,5	100,0	34 482,4	141 171,1	175 653,5	100,0	--	--	
II. Emploi des ressources													
Programmes et activités d'appui aux programmes													
A. Programmes	130 011,6	77,2	5 572,0	124 598,1	130 170,1	78,2	5 000,0	127 165,3	132 165,3	77,3	12 973,6	14 632,8	
B. Appui aux programmes													
Bureaux extérieurs	18 212,5	10,8	12 009,4	5 759,5	17 768,9	10,7	12 554,6	5 931,5	18 486,1	10,8	--	--	
Siège	6 892,5	4,1	4 697,5	1 919,8	6 617,3	4,0	5 039,8	1 977,2	7 017,0	4,1	--	--	
Agents d'exécution	2 993,5	1,8	93,4	1 927,0	2 020,4	1,2	98,0	2 718,8	2 816,8	1,6	--	--	
Total, B	28 098,5	16,7	16 800,3	9 606,3	26 406,6	15,9	17 692,4	10 627,5	28 319,9	16,6	--	--	
C. Gestion et administration	10 281,6	6,1	9 857,3	--	9 857,3	5,9	10 452,7	--	10 452,7	6,1	2 315,5	1 952,1	
Total, II	168 391,7	100,0	32 229,6	134 204,4	166 434,0	100,0	33 145,1	137 792,8	170 937,9	100,0	15 289,1	16 584,9	
III. Rapprochement													
Total II. Emploi des ressources	168 391,7	100,0	32 229,6	134 204,4	166 434,0	100,0	33 145,1	137 792,8	170 937,9	100,0	15 289,1	16 584,9	
À déduire: Programmes	130 011,6	77,2	5 572,0	124 598,1	130 170,1	78,2	5 000,0	127 165,3	132 165,3	77,3	12 973,6	14 632,8	
Agents d'exécution	2 993,5	1,8	93,4	1 927,0	2 020,4	1,2	98,0	2 718,8	2 816,8	1,6	--	--	
Budget d'appui biennal	Total, III	35 386,6	21,0	26 564,2	7 679,3	34 243,5	20,6	28 047,1	7 908,7	35 955,8	21,0	2 315,5	1 952,1

C. Situation financière

11. Comme il ressort de l'état financier récapitulatif présenté au tableau 3, le solde du compte contributions à des fins générales, qui était de 9,8 millions de dollars au début de 2002, aura diminué pour s'établir à 5,3 millions de dollars seulement d'ici à la fin de 2003. Ce solde est inférieur au seuil de 8 millions de dollars jugé nécessaire pour pouvoir disposer de liquidités suffisantes pendant les six premiers mois de chaque année, étant entendu que de nouvelles recettes à des fins générales sont normalement perçues au cours du deuxième semestre de l'année. Les projections pour l'exercice 2004-2005 indiquent que le solde de ce compte continuera d'accuser une baisse, et n'attendra que 1,3 million de dollars à la fin 2005. Pour être assuré de pouvoir financer les contrats d'engagement du personnel et les frais de fonctionnement tout au long du cycle budgétaire biennal, le solde des contributions à des fins générales devra être rétabli à environ 15 millions de dollars. Les États membres ont été avertis de cette situation lors des réunions intersessions que la Commission a tenues au dernier trimestre 2002, et un groupe de travail a été créé en vue d'examiner des options susceptibles de résoudre ce problème (voir la deuxième partie du présent document, chap. IV). Les fonds à des fins spéciales sont maintenus en équilibre, une diminution progressive du solde total des fonds étant prévue pour l'exercice 2004-2005.

D. Budget d'appui

12. Par rapport au budget initial de l'exercice 2002-2003, le budget d'appui révisé fait apparaître un accroissement des ajustements relatifs aux coûts de 0,3 million de dollars (soit 1,0 %) et une diminution du volume de 1,5 million de dollars (soit 4,2 %), d'où une diminution nette de 1,1 million de dollars (soit 3,2 %), qui se décompose comme suit: 0,4 million de dollars pour les bureaux extérieurs, et 0,7 million de dollars pour le siège. Des précisions sur ces variations des coûts et du volume figurent dans la troisième partie et dans le tableau 5. La diminution du volume s'explique en grande partie par la décision du Directeur exécutif de geler les recrutements destinés à pourvoir les postes vacants financés par des contributions à des fins générales, compte tenu de la baisse de ces fonds. S'agissant des transferts de postes, un poste P-4 de spécialiste de la gestion des programmes et un poste d'administrateur de programmes recrutés sur le plan national ont été ajoutés au tableau des effectifs du Bureau d'Afghanistan. Par ailleurs, il est proposé de reclasser à P-3 un poste P-2 de coordonnateur de projet au Centre régional de Thaïlande. Compte tenu de ce qui précède, le nombre de postes passe de 203 à 205. Pour l'exercice 2004-2005, il est proposé de maintenir le budget d'appui inchangé en valeur réelle. Une augmentation de 5 % est prévue au titre de l'inflation et des fluctuations du taux de change. D'autres économies résultant des effets de synergie attendus de la réorganisation de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime apparaîtront dans les propositions de budget initial pour l'exercice 2004-2005.

Tableau 3
État financier récapitulatif, 2000-2001, 2002-2003 et 2004-2005

(en milliers de dollars)

	2000-2001		2002-2003		2004-2005		Augmentation/(diminution): 2004-2005/2002-2003						
	Ressources à des fins générales		Ressources à des fins spéciales		Ressources à des fins générales		Ressources à des fins spéciales		Ressources à des fins générales		Ressources à des fins spéciales		Total
	Total	Montant	Total	Montant	Total	Montant	Total	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Financement													
A. Solde au 1 ^{er} janvier	67 272,0	9 835,0	43 586,5	53 421,5	5 312,4	44 861,1	50 173,5	-4 522,6	-46,0	1 274,6	2,9	-3 248,0	-6,1
B. Recettes													
Contributions	91 607,7	24 707,0	78 058,0	102 765,0	27 970,0	73 790,0	101 760,0	3 263,0	13,2	-4 268,0	-5,5	-1 005,0	-1,0
Participation aux coûts	30 300,4	--	28 109,0	28 109,0	--	19 020,0	19 020,0	--	--	-9 089,0	-32,3	-9 089,0	-32,3
Dons publics	1 303,9	--	578,0	578,0	--	500,0	500,0	--	--	-78,0	-13,5	-78,0	-13,5
Intérêts	9 472,2	2 700,0	2 700,0	5 400,0	1 000,0	3 000,0	4 000,0	-1 700,0	-63,0	300,0	11,1	-1 400,0	-25,9
Recettes accessoires	19,4	300,0	--	300,0	200,0	--	200,0	-100,0	-33,3	--	--	-100,0	-33,3
Total, B	132 703,6	27 707,0	109 445,0	137 152,0	29 170,0	96 310,0	125 480,0	1 463,0	5,3	-13 135,0	-12,0	-11 672,0	-8,5
Total, I	199 975,6	37 542,0	153 031,5	190 573,5	34 482,4	141 171,1	175 653,5	-3 059,6	-8,1	-11 860,4	-7,8	-14 920,0	-7,8
II. Dépenses													
Programmes	109 821,6	5 572,0	98 564,1	104 136,1	5 000,0	99 000,0	104 000,0	-572,0	-10,3	435,9	0,4	-136,1	-0,1
Agents d'exécution	3 557,5	93,4	1 927,0	2 020,4	98,0	2 718,8	2 816,8	4,6	4,9	791,8	41,1	796,4	39,4
Budget d'appui biennal	33 175,1	26 564,2	7 679,3	34 243,5	28 047,1	7 908,7	35 955,8	1 482,9	5,6	229,4	3,0	1 712,3	5,0
Total, II	146 554,2	32 229,6	108 170,4	140 400,0	33 145,1	109 627,5	142 772,6	915,5	2,8	1 457,1	1,3	2 372,6	1,7
III. Solde au 31 décembre													
(I-II)	53 421,4	5 312,4	44 861,1	50 173,5	1 337,3	31 543,6	32 880,9	-3 975,1	-74,8	-13 317,5	-29,7	-17 292,6	-34,5
IV. Réserve opérationnelle	12 000,0	12 000,0	--	12 000,0	12 000,0	--	12 000,0	--	--	--	--	--	--

E. Budget-programme

13. Les priorités en matière de programmes pour l'exercice biennal 2002-2003 continuent de se fonder sur les textes adoptés par les organes délibérants, en particulier les stratégies et les objectifs énoncés dans la Déclaration politique (résolution S-20/2, annexe) et les plans d'actions et mesures (résolutions S-20/4 A à E) que l'Assemblée générale a adoptés à sa vingtième session extraordinaire consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue. Les activités opérationnelles du PNUCID rentrent dans quatre secteurs thématiques approuvés par la Commission: orientations, législation et sensibilisation; prévention et réduction de l'abus des drogues; élimination des cultures illicites; et répression du trafic de drogues. Les travaux sont également organisés à trois niveaux: national, sous-régional et mondial. Au niveau des pays, le programme de travail du PNUCID est établi en consultation étroite avec d'autres organismes des Nations Unies dans le contexte du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et avec les États Membres concernés.

14. Les modifications apportées pour l'exercice 2002-2003, qui figurent dans la troisième partie, ont été déterminées en fonction des prévisions concernant les ressources nécessaires au financement des activités prioritaires retenues pour exécuter les tâches confiées au PNUCID, en particulier celles découlant de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Par conséquent, le projet de budget-programme figurant dans le présent document a été aligné sur les prévisions les plus fiables à ce jour en matière de financement. Pour l'exercice 2004-2005, une légère augmentation de 1,5 % est prévue en tenant compte des moyens d'exécution actuels et des prévisions aussi réalistes que possible de financement à l'aide de contributions volontaires. Des informations détaillées relatives aux programmes figurent dans la quatrième partie. Les prévisions des dépenses figurant au tableau 3 ont été établies sur la base des taux d'exécution moyens passés et actuels (environ 80 %).

F. Méthode

15. Le budget du Fonds du PNUCID est présenté conformément au modèle harmonisé également utilisé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Outre les activités menées au titre de son Fonds, le PNUCID exécute aussi des activités imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, comme indiqué dans le plan à moyen terme pour la période 2002-2005 et dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003, lequel figure dans le document A/56/6 (sect. 15). Le PNUCID fait partie de l'Office contre la drogue et le crime, tout comme le Centre pour la prévention internationale du crime.

16. Comme la Commission l'a demandé, le budget-programme du Fonds est présenté sous forme d'un budget axé sur les résultats. À la reprise de sa quarante-quatrième session, la Commission a accueilli avec satisfaction l'application au budget de l'exercice biennal 2002-2003 du mode de présentation axé sur les résultats mais a estimé, comme le CCQAB, que ce mode de présentation devrait être encore simplifié et qu'il faudrait regrouper dans un document budgétaire unique le

budget-programme et le budget d'appui. Pour le présent document on a donc procédé de la sorte. Les descriptifs complets de programme se trouvent sur le site Web de l'Office <www.unodc.org>, et les modifications sont récapitulées dans le présent document.

II. Projet de résolution qu'il est recommandé à la Commission des stupéfiants d'adopter

17. Le projet de résolution ci-après, qu'il est recommandé à la Commission des stupéfiants d'adopter, récapitule les principaux points faisant l'objet du présent rapport.

Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues: budget révisé pour l'exercice 2002-2003 et esquisse budgétaire pour l'exercice 2004-2005

La Commission des stupéfiants,

Ayant à l'esprit les fonctions administratives et financières que l'Assemblée générale lui a confiées au paragraphe 2 de la section XVI de sa résolution 46/185 C, en date du 20 décembre 1991,

Ayant examiné le rapport du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues qui renferme le budget révisé proposé pour l'exercice biennal 2002-2003 et l'esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2004-2005 du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues¹,

Prenant en considération le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatives au budget révisé proposé pour l'exercice biennal 2002-2003 et à l'esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2004-2005 du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues²,

1. *Approuve* l'ouverture d'un crédit d'un montant de 34 243 500 dollars imputés sur le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues au titre du budget d'appui de l'exercice biennal 2002-2003, aux fins indiquées ci-après:

	<i>Dollars</i>
Appui aux programmes	
Bureaux de pays	17 768 900
Siège	6 617 300
Total partiel	24 386 200
Gestion et administration	9 857 300
Total général	34 243 500

¹ E/CN.7/2003/15.

² E/CN.7/2003/16.

2. *Autorise* le Directeur exécutif à effectuer des virements d'une ligne de crédit à une autre jusqu'à concurrence de 5 % du montant de la ligne de crédit destinataire;

3. *Approuve* l'allocation révisée de ressources d'un montant de 130 170 100 dollars aux activités relatives aux programmes, pour l'exercice biennal 2002-2003 imputée sur le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, comme indiqué ci-après:

	<i>Dollars</i>
Par secteur	
Orientations, législation et sensibilisation	14 743 300
Prévention et réduction de l'abus des drogues	41 641 400
Élimination des cultures illicites	33 314 700
Répression du trafic des drogues	40 470 700
Total	130 170 100
Par région	
Programme mondial	11 682 900
Afrique	14 688 200
Europe centrale et orientale, Asie occidentale et centrale, et Proche et Moyen-Orient	26 733 400
Asie du Sud	1 710 200
Asie de l'Est et Pacifique	24 316 200
Amérique latine et Caraïbes	51 039 200
Total	130 170 100

4. *Approuve aussi* la stratégie en matière de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005;

5. *Prend note* de l'esquisse budgétaire pour l'exercice biennal 2004-2005, d'un montant total de 170 937 900 dollars imputé sur le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, dans les domaines ci-après:

	<i>Dollars</i>
Programmes	132 165 300
Appui aux programmes	25 503 100
Gestion et administration	10 452 700
Agents d'exécution	2 816 800
Total général	170 936 900

6. *Considère* que l'esquisse budgétaire proposée peut servir de fondement au projet de budget initial pour l'exercice biennal 2004-2005 que présentera le Directeur exécutif de l'Office contre la drogue et le crime.

Deuxième partie

Situation financière du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

III. Vue d'ensemble

18. Pour l'exercice 2002-2003, le montant total des recettes devrait augmenter quelque peu (de 0,9 million de dollars), passant ainsi de 136,3 millions de dollars à 137,2 millions de dollars. Il est à noter toutefois que les contributions à des fins générales devraient diminuer (de 5 millions de dollars), tandis que celles à des fins spéciales devraient augmenter (de 5,9 millions de dollars), les bailleurs de fonds ayant de plus en plus tendance à verser des contributions de ce type. De ce fait, le solde, à la fin de 2003, du compte contributions à des fins générales ne devrait être que de 5,3 millions de dollars (voir le tableau 3); or, ce montant est loin du seuil de 8 millions de dollars jugé nécessaire pour assurer les liquidités en 2004, la plupart des fonds destinés à des fins générales ne devant être reçus qu'au second semestre. Bien que les dépenses imputées au compte contributions à des fins générales pour l'exercice 2004-2005 soient couvertes par les rentrées prévues à ce titre, la baisse prévue de ce solde a un certain nombre d'incidences. Ainsi les liquidités ne suffiront pas, au premier semestre 2004 ni au premier semestre 2005, à proroger les contrats d'engagement des fonctionnaires, ne serait-ce que pour un an. Par ailleurs, on ne disposera que de 5 millions de dollars sur ce compte pour financer les programmes de base sans lesquels les activités décidées par les organes délibérants ne peuvent être réalisées. Enfin, la pénurie de ressources de ce type entravera fortement la marge de manœuvre opérationnelle, dans la mesure où la presque totalité des fonds disponibles servira à financer le budget d'appui, conformément aux directives de la Commission en la matière (résolution 44/20, annexe). On trouvera exposées ci-après un certain nombre d'options susceptibles de déboucher sur un financement plus assuré et plus stable, qui sont examinées par un groupe de travail à composition non limitée créé par la Commission. Il sera tenu compte, pour l'établissement du projet de budget initial pour l'exercice 2004-2005, des conclusions de ce groupe et des décisions et orientations que la Commission aura approuvées à sa quarante-sixième session, en avril 2003. La Commission sera appelée à se prononcer sur le projet de budget à la reprise de cette session, en décembre 2003. Outre le solde du compte contributions à des fins générales, on disposera de la réserve opérationnelle, maintenue à 12 millions de dollars, pour faire face à des situations imprévues, comme indiqué dans les états financier du Fonds du PNUCID.

Recettes

19. Pour l'exercice 2004-2005, les recettes devraient se chiffrer à 125 480 000 dollars, ce qui fait apparaître une diminution de 11 672 000 dollars (soit 8,5 %) par rapport aux prévisions révisées pour l'exercice 2002-2003 (137 152 000 dollars). Pour l'exercice 2000-2001, les recettes effectivement perçues se sont montées à 132 703 600 dollars. Au 1^{er} décembre 2002, les engagements et indications fermes d'engagement portaient sur environ 50 % des recettes prévues pour l'exercice 2002-2003.

20. *Contributions.* Pour l'exercice 2004-2005, les contributions devraient se chiffrer à 101 760 000 dollars, ce qui représente une diminution de 1 005 000 dollars (soit 1 %) par rapport aux prévisions révisées pour l'exercice 2002-2003 (102 765 000 dollars). Pour l'exercice 2000-2001, les contributions effectivement recouvrées se sont établies à 91 607 700 dollars. Pour l'exercice 2004-2005, on estime que les contributions à des fins générales devraient se monter à 27 970 000 dollars, ce qui représente un accroissement de 3 263 000 dollars (soit 13,2 %) et les contributions à des fins spéciales à 73 790 000 dollars, en baisse de 4 268 000 dollars (soit 5,5 %). Pour calculer cette évolution projetée de la composition des contributions, on est parti de l'hypothèse que certaines des options proposées seraient appliquées et que certains des bailleurs de fonds habituels qui avaient décidé de cesser de verser des contributions à des fins générales en attendant une amélioration de la gestion reviendraient sur leur décision. Des améliorations sont attendues à la suite de la définition de priorités opérationnelles et de l'établissement de synergies découlant de la rationalisation de l'organigramme ainsi que de la suite donnée aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) et du Comité des commissaires aux comptes.

21. *Contributions au titre de la participation aux coûts.* Pour l'exercice 2004-2005, les contributions au titre de la participation aux coûts devraient se chiffrer à 19 020 000 dollars, ce qui fait apparaître une diminution de 9 089 000 dollars (soit 32,3 %) par rapport aux prévisions révisées pour l'exercice 2002-2003 (28 109 000 dollars). Pour l'exercice 2000-2001, les contributions effectivement reçues au titre de la participation aux coûts se sont montées à 30 300 400 dollars. Le plus gros de la diminution projetée correspond à l'achèvement, en 2005, de projets financés à l'aide de contributions de ce type versées par le Brésil.

22. *Dons publics.* Pour l'exercice 2004-2005, des dons publics d'un montant de 500 000 dollars sont attendus, ce qui représente une diminution de 78 000 dollars par rapport aux prévisions révisées pour l'exercice 2002-2003 (soit 13,5 %). Pour l'exercice 2000-2001, les dons publics effectivement reçus se sont chiffrés à 1 303 900 dollars. Les dons devraient provenir pour l'essentiel du Centre pour la prévention de l'abus des drogues, organisation non gouvernementale japonaise.

23. *Intérêts créditeurs.* Pour l'exercice 2004-2005, les intérêts créditeurs devraient se chiffrer à 4 millions de dollars, en baisse de 1,4 million de dollars (soit 25,9 %) par rapport aux prévisions révisées pour l'exercice 2002-2003 (5,4 millions de dollars). Pour l'exercice 2000-2001, les intérêts créditeurs effectivement perçus se sont montés à 9 472 200 dollars. La diminution prévue résulte de toute évidence de l'amenuisement des soldes des divers comptes. Dans la mesure où le solde du compte contributions à des fins générales devrait accuser une baisse plus rapide que celui du compte contributions à des fins spéciales, on estime que les intérêts créditeurs au titre des contributions à des fins générales passeront de 2,7 millions de dollars pour l'exercice 2002-2003 à 1 million de dollars seulement pour l'exercice 2004-2005. Il est donc impératif de restaurer le solde de ce compte comme indiqué plus haut¹.

Appui aux programmes

24. Pour l'exercice 2004-2005, les dépenses d'appui aux programmes devraient se chiffrer à 11 152 500 dollars, ce qui représente un accroissement de 950 300 dollars

(soit 9,3 %) par rapport aux prévisions révisées pour l'exercice 2002-2003 (10 202 200 dollars). Pour l'exercice 2000-2001, les dépenses d'appui aux programmes effectivement engagées se sont montées à 10 764 492 dollars². On trouvera ventilées au tableau 4, pour les agents d'exécution et pour le PNUCID, les prévisions au titre de l'appui aux programmes et les taux appliqués.

25. Comme le montre le tableau 4, la part des activités d'appui dans les dépenses afférentes aux programmes, y compris ceux d'exécution nationale, devrait, pour l'exercice 2002-2003, s'établir à 9,8 %; la part remboursée au PNUCID devrait être de 7,9 % et celle des agents d'exécution associés à 1,9 %. Pour les activités financées à l'aide de contributions à des fins générales, les sommes revenant au PNUCID, d'un montant estimé à 502 500 dollars, seront reversées au compte contributions à des fins générales. Pour les activités financées à l'aide de fonds à des fins spéciales, ces sommes, d'un montant estimé à 7 679 300 dollars, doivent servir à financer le budget d'appui. Pour l'exercice 2004-2005, les sommes reversées devraient être en hausse, comme indiqué ci-dessus; en effet, le volume des activités d'exécution nationale, auxquelles s'applique un taux de remboursement de 3,5 % seulement, contre 13 % pour les autres modalités d'exécution, devrait diminuer.

Tableau 4
Dépenses d'appui aux programmes, 2002-2003 et 2004-2005

(en milliers de dollars)

	Programme			Appui aux programmes									
				Agent d'exécution				PNUCID				Total	
	Fonds à des fins générales	Fonds à des fins spéciales	Total	Fonds à des fins générales	Fonds à des fins spéciales	Total	%	Fonds à des fins générales	Fonds à des fins spéciales	Total	%	Montant	%
I. Dépenses d'appui, budget révisé 2002-2003													
A. PNUCID	3 713,3	51 967,5	55 680,8	7,4	103,9	111,3	0,2	441,9	6 184,1	6 626,0	11,9	6 737,3	12,1
B. Agent d'exécution													
Organismes des Nations Unies	500,0	7 881,8	8 381,8	37,5	591,1	628,6	7,5	27,5	433,5	461,0	5,5	1 089,6	13,0
Institutions spécialisées des Nations Unies	358,7	7 605,6	7 964,3	40,5	859,4	899,9	11,3	6,1	129,3	135,4	1,7	1 035,3	13,0
Organisations intergouvernementales	-	834,9	834,9	-	52,6	52,6	6,3	-	55,9	55,9	6,7	108,5	13,0
Organisations non gouvernementales	-	1 440,8	1 440,8	-	89,3	89,3	6,2	-	98,0	98,0	6,8	187,3	13,0
Total, B	858,7	17 763,1	18 621,8	78,0	1 592,4	1 670,4	9,0	33,6	716,7	750,3	4,0	2 420,7	13,0
C. Exécution nationale	1 000,0	28 833,5	29 833,5	8,0	230,7	238,7	0,8	27,0	778,5	805,5	2,7	1 044,2	3,5
Total général	5 572,0	98 564,1	104 136,1	93,4	1 927,0	2 020,4	1,9	502,5	7 679,3	8 181,8	7,9	10 202,2	9,8
II. Dépenses d'appui, esquisse budgétaire 2004-2005													
A. PNUCID	3 000,0	52 300,0	55 300,0	-	-	-	-	360,0	6 276,0	6 636,0	12,0	6 636,0	12,0
B. Agent d'exécution	1 000,0	28 600,0	29 600,0	90,0	2 574,0	2 664,0	9,0	40,0	1 144,0	1 184,0	4,0	3 848,0	13,0
C. Exécution nationale	1 000,0	18 100,0	19 100,0	8,0	144,8	152,8	0,8	27,0	488,7	515,7	2,7	668,5	3,5
Total général	5 000,0	99 000,0	104 000,0	98,0	2 718,8	2 816,8	2,7	427,0	7 908,7	8 335,7	8,0	11 152,5	10,7

IV. Options en vue d'un financement assuré et prévisible

26. Le PNUCID doit faire face tant à un problème de liquidités qu'à des difficultés structurelles tenant au mode de financement. Le Secrétariat a saisi la Commission à sa réunion intersessions du 21 octobre 2002 d'un document exposant les options exposées ci-après visant à: a) stabiliser davantage le financement du budget d'appui et des programmes de base, et à fournir la marge de manœuvre opérationnelle indispensable pour exécuter les priorités opérationnelles sur le moyen terme; b) trouver d'autres sources de financement. Ces options sont les suivantes:

- a) *Options en vue d'un financement stable:*
 - i) Envisager de financer le budget d'appui à l'aide de contributions ordinaires;
 - ii) Envisager d'augmenter le budget ordinaire du programme relatif aux drogues;
 - iii) Décider qu'un pourcentage fixe de toutes les contributions volontaires sera versé au compte contributions à des fins générales;
 - iv) Demander aux bailleurs de destiner des fonds au financement du budget d'appui;
 - v) Augmenter les recettes au titre des projets.
- b) *Options visant à trouver d'autres sources de financement:*
 - vi) Solliciter l'appui et la participation des bénéficiaires;
 - vii) Solliciter la participation du secteur privé;
 - viii) Passer en revue le réseau des bureaux extérieurs;
 - ix) Réduire ou supprimer les programmes financés à l'aide de contributions à des fins générales s'il est impossible d'obtenir, pour leur exécution, des ressources spécifiquement destinées à cette fin.

27. La Commission a décidé de créer un groupe de travail à composition non limitée chargé d'étudier les moyens d'améliorer la prévisibilité du financement. On trouvera récapitulées ci-dessous les observations que ce groupe a formulées.

	<i>Option</i>	<i>Recommandations ou observations</i>
A. Options proposées par le PNUCID et appelant une décision par consensus de la Commission		
Option 1	Envisager de financer le budget d'appui à l'aide de contributions ordinaires	Pas de consensus
Option 2	Envisager d'augmenter le budget ordinaire du programme relatif aux drogues	Consensus possible
Option 3	Augmenter les recettes au titre des projets	Pas de consensus

- Option 4 Réduire ou supprimer les programmes financés à l'aide de contributions à des fins générales s'il est impossible d'obtenir, pour leur exécution, des ressources spécifiquement destinées à cette fin Pas de consensus

B. Options proposées par le PNUCID et pouvant être mises en œuvre par les États qui le souhaitent³

- | | | |
|----------|--|---|
| Option 1 | Décider qu'un pourcentage fixe de toutes les contributions volontaires sera versé au compte contributions à des fins générales | Compte tenu de ce que ces contributions sont par définition volontaires, la Commission pourrait envisager une recommandation libellée comme suit: "Remercie les États qui consacrent un pourcentage fixe de leurs contributions volontaires à des fins générales et engage vivement tous les autres États à envisager faire de même." |
| Option 2 | Demander aux bailleurs de fonds de destiner des fonds au financement du budget d'appui | Accepté |
| Option 3 | Appui et participation des récipiendaires (participation aux coûts, appui aux bureaux extérieurs) | Accepté |

C. Options proposées par le PNUCID ou par des délégations et que le PNUCID pourrait mettre en œuvre pour réduire l'écart entre les recettes et les dépenses au titre du budget d'appui

- | | | |
|----------|---|---|
| Option 1 | Solliciter la participation du secteur privé | Accepté |
| Option 2 | Réorganiser le réseau des bureaux extérieurs | Accepté |
| Option 3 | Réduire encore les dépenses d'administration du PNUCID | Option proposée par un ou plusieurs États Membres |
| Option 4 | Évaluer les moyens financiers nécessaires aux fins des fonctions normatives | Option proposée par un ou plusieurs États Membres |
| Option 5 | Définir un ordre de priorités concernant l'emploi des fonds à des fins générales s'agissant des dépenses imputées au budget d'appui liées à l'exécution de projets dans des pays ayant conclu un accord de partage des coûts avec le PNUCID (un tel dispositif permet, de fait, d'alléger la charge qui pèse sur le budget d'appui) | Option proposée par un ou plusieurs États Membres |

Option 6	Le PNUCID devrait, s'agissant de la mobilisation de fonds, non seulement se fixer pour objectif d'obtenir un financement équivalent à 50 % de l'enveloppe budgétaire d'un projet ou d'un programme avant d'en entamer l'exécution, mais aussi veiller à ce que l'exécution du projet ou du programme en question ne soit entamée que lorsque la contribution à des fins spéciales versée par le bailleur de fonds concerné s'accompagne de ressources à des fins générales ou destinées au budget d'appui d'un montant raisonnable et suffisant.	Option proposée par un ou plusieurs États Membres
Option 7	Imputer les dépenses afférentes aux agents des bureaux extérieurs aux projets régionaux et non au compte contributions à des fins générales	Option proposée par un ou plusieurs États Membres
Option 8	Répartir en deux catégories les ressources à des fins générales de telle sorte qu'une partie soit consacrée au financement du budget d'appui et l'autre au financement des projets	Option proposée par un ou plusieurs États Membres
Option 9	Pour mieux susciter la confiance des bailleurs de fonds, le PNUCID est invité à envisager de présenter tant un rapport annuel détaillé qu'un document annuel en vue de l'appel de fonds	Option proposée par un ou plusieurs États Membres

Troisième partie

Budget d'appui révisé pour l'exercice biennal 2002-2003

V. Budget d'appui

A. Vue d'ensemble

28. Le budget d'appui révisé pour l'exercice 2002-2003, d'un montant de 34 243 500 dollars, fait apparaître une diminution en valeur nominale de 1 142 900 dollars (soit 3,2 %) par rapport au budget d'appui initial, comme il ressort du tableau 5 ci-après. Cette diminution s'explique par une diminution du volume de 1 484 200 dollars (soit 4,2 %) et d'une variation des coûts de 341 300 dollars (soit 1 %). Il permettra de financer l'appui aux activités du budget-programme révisé, d'un montant de 130,2 millions de dollars, comme indiqué au chapitre VI ci-dessous.

Tableau 5
Ressources nécessaires pour le budget d'appui révisé, 2002-2003

(en milliers de dollars)

<i>Ligne budgétaire</i>	<i>Prévisions de dépenses initiales</i>	<i>Variation du volume</i>	<i>Variation des coûts</i>	<i>Prévisions de dépenses révisées</i>
Réseau des bureaux extérieurs	18 212,5	(633,3)	189,7	17 768,9
Appui aux programmes, siège	6 892,5	(343,6)	68,4	6 617,3
Total	25 105,0	(976,9)	258,1	24 386,2
Gestion et administration	10 281,6	(507,3)	83,2	9 857,3
Grand total	35 386,6	(1 484,2)	341,3	34 243,5

Postes nécessaires

29. Deux nouveaux postes seront créés pour l'exercice, portant ainsi le nombre des postes requis de 203 à 205 (voir l'annexe 1). Il s'agit d'un poste de spécialiste de la gestion des programmes à la classe P-4 et d'un poste d'administrateur de programme recruté sur le plan national pour le Bureau d'Afghanistan. Par ailleurs, compte tenu de l'expansion du portefeuille des activités au titre des programmes, résultant de la promulgation du mémorandum d'accord sur le bassin du Mékong ainsi que de la Conférence et du plan d'action intitulé "Activités de coopération de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et de la Chine pour faire face aux drogues dangereuses"⁴, connu sous l'acronyme "ACCORD", et considérant que les attributions du titulaire ont été étendues, il est proposé de reclasser de P-2 à P-3, pour 2003, le poste de coordonnateur de projet du Centre régional de Thaïlande. Les postes des bureaux extérieurs passent donc de 113 à 115. Au siège, le nombre des postes d'appui aux programmes et celui des postes de gestion et d'administration demeurent inchangés, se situant respectivement à 41 et 49.

30. Compte tenu de la situation financière du Fonds, notamment en ce qui concerne les ressources à des fins générales, le Directeur exécutif a décidé de ne pas pourvoir huit postes vacants, ce qui permet d'opérer des économies estimées à 1,4 million de dollars pour l'exercice. Il a par ailleurs décidé de limiter à six mois la durée des contrats du personnel dont les postes sont financés par des ressources à des fins générales mais qui sont prorogeables jusqu'à la fin de 2003. Si la situation financière s'améliorait en 2003, le Directeur exécutif pourrait revenir en partie ou en totalité sur ces décisions, auquel cas il en informera la Commission.

31. La suppression des postes d'agent local dans les bureaux extérieurs, que le Commission a approuvée en décembre 2001, a donné lieu à des dépenses supplémentaires en rapport avec les primes de réinstallation auxquelles les titulaires avaient droit et qui n'avaient pu être prévues lors de l'établissement du budget initial de l'exercice 2002-2003. À ce jour, les dépenses supplémentaires ainsi encourues concernent le Bureau régional de la Barbade (20 000 dollars) et le Bureau du Pakistan (10 000 dollars). La Commission sera informée du montant définitif de ces dépenses lors de la présentation du budget final pour l'exercice 2002-2003, lorsque le PNUD aura communiqué les chiffres correspondants.

32. Pour ce qui est des services du siège, le tableau 6 indique les transferts de postes proposés, dans le cadre des révisions au budget exposées ci-après:

Tableau 6

Transferts de postes au siège, prévisions révisées pour l'exercice 2002-2003

<i>Classe</i>	<i>Fonction</i>	<i>Transfert</i>	
		<i>De</i>	<i>À</i>
P-4	Spécialiste de la gestion des programmes)	ACS/DER	DOA
GS/PL	Agents des services généraux (1 ^{re} classe)	DER	DOA
GS/OL	Agents des services généraux (Autres classes)	OED	ACS/DER
GS/OL	Agents des services généraux (Autres classes)	TSB/DOA	DER
GS/OL	Agents des services généraux (Autres classes)	TSB/DOA	TLAB/DTA

Note: ACS: Section de la sensibilisation et de la communication; DER: Division des relations extérieures; DOA: Division des opérations et de l'analyse; OED: Bureau du Directeur exécutif; TSB: Services techniques; TLAB: Services des traités et des affaires juridiques; DTA: Division des traités.

Système intégré de gestion programmatique et financière

33. La phase 1 du système intégré de gestion programmatique et financière (ProFi), lancée au siège au deuxième trimestre 2001, est désormais largement opérationnelle. L'Office contre la drogue et le crime s'emploie à former les personnels concernés afin que toutes les fonctions du système soient exploitées et que les nouvelles procédures internes soient intégralement mises en place. Par ailleurs, on a établi de nouveaux dispositifs de communication de l'information financière, via l'Internet, et les États Membres peuvent accéder en ligne aux informations appropriées. On a organisé des stages de formation à l'intention des personnels des missions permanentes au siège.

34. De nouvelles activités ont été entreprises pour améliorer la connectivité entre les bureaux extérieurs et le siège et faciliter la saisie des données requises, notamment pour ce qui est de la gestion des dépenses⁵. Le lancement de la phase 2 du système, qui concerne la gestion des programmes et des projets, est prévu, mais l'Office attend de disposer pour cela des fonds nécessaires. Le CCQAB, dans son rapport sur le budget initial de l'exercice 2002-2003 (E/CN.7/2001/18, par. 27), estime que la mise en œuvre de la phase 2 est essentielle pour la planification, la gestion des programmes et l'évaluation.

B. Appui aux programmes (montant révisé: 24 386 200 dollars)**1. Bureaux extérieurs (montant révisé: 17 768 900 dollars)**

35. Le tableau 7 ci-dessous récapitule les prévisions de dépenses révisées pour les bureaux extérieurs.

Tableau 7
Prévisions de dépenses révisées au titre du budget d'appui de l'exercice 2002-2003, bureaux extérieurs

(en milliers de dollars)

Région	Prévisions de dépenses initiales	Variation du volume	Variation des coûts	Prévisions de dépenses révisées
Afrique	3 054,9	(187,0)	6,3	2 874,2
Europe centrale et orientale, Asie occidentale et centrale, Proche et Moyen-Orient	4 686,6	(196,0)	216,1	4 706,7
Asie du Sud	754,3	(30,9)	5,6	729,0
Asie de l'Est et Pacifique	4 102,9	(176,6)	(2,8)	3 923,5
Amérique latine et Caraïbes	5 613,8	(42,8)	(35,5)	5 535,5
Total	18 212,5	(633,3)	189,7	17 768,9

36. *Variations de coûts.* Les variations des coûts au titre des bureaux extérieurs se soldent par un accroissement net de 189 700 dollars, résultant d'une diminution de 342 300 dollars au titre des coûts salariaux, d'une augmentation de 628 200 dollars due à l'inflation et d'une diminution de 96 200 dollars imputable aux fluctuations des taux de change.

37. *Variations de volume.* Outre les économies opérées du fait que des postes vacants ne seront pas pourvus (voir plus haut), on a enregistré d'importantes variations de volume, comme indiqué ci-après. Le déplacement des bureaux des Nations Unies de Lagos à Abuja entraînera un accroissement en volume de 18 300 dollars pour le Bureau du Nigéria, du fait de l'issue des négociations sur les prestations aux agents locaux concernés. Le Tribunal administratif des Nations Unies ayant décidé, par son jugement 1029, qu'un ancien fonctionnaire du PNUCID avait droit à une année de traitement de base net à titre de dédommagement ainsi qu'à 50 000 dollars à titre de réparation du préjudice moral subi, ceci s'est traduit, pour le Bureau régional du Sénégal, par un accroissement en volume de 97 600 dollars. La création d'un poste de spécialiste de la gestion des programmes à la classe P-4 et d'un poste d'administrateur de programme recruté sur le plan national pour le Bureau d'Afghanistan, imputable à l'expansion du volume des programmes, entraînera, un accroissement en volume de 275 800 dollars; par ailleurs, pour ce même bureau, les dépenses au titre des voyages augmenteront de 69 800 dollars. Le reclassement proposé de P-2 à P-3 d'un poste au Centre régional de Thaïlande (voir plus haut) n'aura pas d'incidences financières, le titulaire étant actuellement à un échelon élevé de la classe P-2. Le Bureau de liaison en Belgique a été fermé à la fin 2001, mais, certaines dépenses résiduelles devant être imputées au budget de l'exercice en cours, on a prévu un accroissement en volume de 22 000 dollars.

2. Services du siège (montant révisé: 6 617 300 dollars)

38. *Variations de coûts.* Les variations de coûts au titre des services du siège se soldent par un accroissement net de 68 400 dollars, résultant d'un accroissement de 43 700 dollars au titre des coûts salariaux, d'une augmentation de 15 500 dollars due à l'inflation et d'une augmentation de 9 200 dollars imputable aux fluctuations des taux de change.

39. *Variations de volume.* Outre les économies opérées du fait que des postes vacants ne seront pas pourvus (voir plus haut), on a enregistré d'importantes variations de volume, comme indiqué ci-après. Du fait du gel du recrutement, le poste de directeur de la Division des relations extérieures est resté vacant et l'on a transféré le poste de spécialiste de la gestion des programmes (P-4) de la Section de la sensibilisation et de la communication, qui relève de cette division, ainsi qu'un poste d'agent des services généraux (1^{re} classe) à la Division des opérations et de l'analyse. Il en résulte un accroissement en volume de 321 000 dollars. Après avoir identifié les ressources correspondantes inscrites au budget-programme, il a été possible de transférer deux postes d'agent des services généraux des Services techniques, l'un à la Division des relations extérieures et l'autre au Service des traités et des affaires juridiques, afin d'aider ces deux services à fournir l'appui requis pour l'exécution des programmes. Il en résulte une diminution en volume de 174 200 dollars.

C. Gestion et administration (montant révisé: 9 857 300 dollars)

40. *Variations de coûts.* Les variations des coûts au titre de la gestion et de l'administration se soldent par un accroissement net de 83 200 dollars, résultant d'une diminution de 71 300 dollars au titre des coûts salariaux, d'une augmentation de 114 300 dollars due à l'inflation et d'une augmentation de 40 200 dollars imputable aux fluctuations des taux de change.

41. *Variations de volume.* Outre les économies opérées du fait que des postes vacants ne seront pas pourvus (voir plus haut), on a enregistré d'importantes variations de volume, comme indiqué ci-après. Un poste d'agent des services généraux du Bureau du Directeur exécutif a été transféré à la Section de la sensibilisation et de la communication (secrétaire du porte-parole), ce qui suppose une diminution en volume de 87 100 dollars. Le transfert d'un poste d'agent des services généraux (1^{re} classe) de la Division des relations extérieures à la Division des opérations et de l'analyse est compensé par le transfert d'un poste d'agent des services généraux (autres classes) des Services techniques, ce qui représente une diminution en volume de 26 400 dollars. Le transfert du poste de spécialiste de la gestion des programmes de la Section de la sensibilisation et de la communication à la Division des opérations et de l'analyse représente une diminution en volume de 200 400 dollars. Le transfert d'un poste d'agent des services généraux au Bureau du Directeur exécutif constitue, pour la Section de la sensibilisation et de la communication un accroissement en volume de 87 100 dollars. Pour que le Service des traités et des affaires juridiques puisse donner des avis juridiques aux fonctionnaires de l'Office concernant l'exécution du budget-programme, un poste d'agent des services généraux sera transféré aux Services techniques, ce qui entraînera un accroissement en volume de 87 100 dollars. Le PNUCID a été informé

en janvier 2002, c'est-à-dire après l'adoption du budget initial par la Commission, que le loyer du Bureau de liaison de New York augmenterait de 33 000 dollars par an, ce qui représente un accroissement en volume de 66 000 dollars.

VI. Budget-programme

42. Cinq programmes ont été révisés pour l'exercice 2002-2003. Il s'agit là de programmes dont l'enveloppe budgétaire pour l'exercice a été nettement augmentée ou diminuée par rapport au budget initial, ou dont le contenu a été sensiblement modifié en fonction de la situation en matière de contrôle des drogues, ou encore dont la stratégie a été revue. Les prévisions de dépenses révisées pour l'exercice 2002-2003 tiennent compte de la variation nette en volume par secteur thématique et par région. La Commission sera saisie à la reprise de sa quarante-sixième session du détail des prévisions de dépenses pour l'exercice, par secteur thématique et pour chacun des 31 programmes. On trouvera récapitulées ci-dessous les modifications proposées au budget-programme de l'exercice 2002-2003. Les États Membres peuvent accéder, sur le site Web de l'Office <www.unodc.org>, à l'intégralité des 31 programmes directeurs, axés sur les résultats, y compris les 5 programmes révisés.

43. Le programme pour l'Afghanistan a été entièrement revu et étoffé à la lumière des bouleversements intervenus dans ce pays au cours de l'année écoulée. Pour l'exercice, l'enveloppe budgétaire qui lui est affectée a été augmentée d'environ 3 millions de dollars, de sorte qu'elle s'établit à 7,7 millions de dollars, ce qui cadre tant avec l'action de l'Office qu'avec les mesures encourageantes prises par les pays bailleurs de fonds. L'Office apporte son concours à l'Autorité de transition pour tous les secteurs thématiques touchant le contrôle des drogues. C'est ainsi qu'il réalise d'importantes activités tant en matière de contrôle des drogues que de justice pénale, ces dernières étant financées par le Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

44. L'enveloppe budgétaire du programme pour le Brésil et le cône Sud a été revue nettement à la baisse par rapport au budget initial, passant de 32,4 millions de dollars à 26,7 millions de dollars. Ceci s'explique essentiellement par la dépréciation de la monnaie brésilienne par rapport au dollar des États-Unis, le financement étant assuré en très grande partie par une contribution du Brésil au titre de la participation aux coûts. Ni les produits ni la stratégie du programme n'ont été modifiés.

45. Le programme de base relatif à la réduction de la demande fait l'objet d'un remaniement compte tenu du fait que l'Office a renforcé son action en matière de prévention de l'abus de drogues et de transmission de l'infection par le VIH parmi les usagers injecteurs. Le programme mondial sera étoffé de sorte qu'un appui plus efficace puisse être apporté au portefeuille, en expansion, des programmes nationaux et régionaux dans les principales régions où l'usage injecteur pose un sérieux problème. Pour ce faire, l'Office se dotera de compétences spécialisées accrues tant pour les principaux pays touchés par l'usage par injection, l'infection par le VIH et le sida, que pour les services du siège.

46. Le montant de l'enveloppe budgétaire alloué au Programme mondial contre le blanchiment de l'argent sera quasiment multiplié par deux, passant de 1,6 million de

dollars à 2,6 millions de dollars. Le versement de contributions additionnelles à des fins spéciales permettra d'étoffer les services consultatifs et l'assistance technique prêtés aux États jugés comme étant les plus vulnérables face aux agissements des blanchisseurs de capitaux. Nombre d'entre eux figurent au nombre des pays et territoires non coopératifs recensés par le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI).

47. Si l'enveloppe budgétaire du programme pour l'Asie de l'Est et du Pacifique demeure inchangée, à 7,9 millions de dollars, la stratégie est désormais axée sur les nouveaux thèmes du Plan d'action sous-régional pour le contrôle des drogues: stimulants de type amphétamine, contrôle des précurseurs et vulnérabilité face à l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et au syndrome d'immunodéficience acquis (sida), notamment pour ce qui est de la prévention de l'abus des drogues et de la transmission de l'infection parmi les usagers injecteurs. Ce programme vise aussi à renforcer la coopération internationale et l'action que mènent les pouvoirs publics pour réprimer le blanchiment de l'argent.

48. L'on prépare actuellement un programme directeur stratégique pour l'Afrique australe, en consultation avec toutes les parties prenantes. Ce programme permettra d'intégrer les questions touchant la drogue et le crime en un cadre unique, recouvrant tous les volets de l'action de l'Office. Il devrait être prêt en 2003 et un récapitulatif en sera présenté à la Commission à sa quarante-septième session.

49. En conclusion, il est à noter que l'exécution intégrale de chacun des 31 programmes est tributaire d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels la mobilisation du financement requis auprès des bailleurs de fonds et l'évolution de la situation locale. À ce propos, l'Office s'emploie, avec ses homologues gouvernementaux, à maintenir le taux d'exécution, voire à l'améliorer, si nécessaire. Les divers programmes en faveur de l'Afrique sont à cet égard, d'une importance capitale.

50. Le tableau 8 ci-après indique, par région et par secteur thématique, les prévisions de dépenses révisées pour l'exercice 2002-2003.

Tableau 8
Prévisions de dépenses révisées pour l'exercice 2002-2003

(en millions de dollars)

	Prévisions de dépenses initiales	Variation du volume	Variation des coûts	Prévisions de dépenses révisées
<i>Secteur</i>				
Orientations, législation et campagnes de sensibilisation	13 009,4	1 470,1	263,8	14 743,3
Prévention et réduction de l'abus des drogues	41 228,7	(674,2)	1 086,9	41 641,4
Activités de substitution	32 431,2	160,1	723,4	33 314,7
Répression du trafic de drogues	43 342,3	(3 961,2)	1 089,6	40 470,7
Total	130 011,6	(3 005,2)	3 163,7	130 170,1
<i>Région</i>				
Programme mondial	10 389,0	1 238,6	55,3	11 682,9
Afrique	14 688,2	(286,7)	286,7	14 688,2
Europe centrale et orientale, Asie occidentale et centrale, Proche et Moyen-Orient	22 112,3	4 094,3	526,8	26 733,4
Asie du Sud	1 710,3	(16,4)	16,3	1 710,2
Asie de l'Est et Pacifique	24 316,1	(726,5)	726,6	24 316,2
Amérique latine et Caraïbes	56 795,7	(7 308,5)	1 552,0	51 039,2
Total	130 011,6	(3 005,2)	3 163,7	130 170,1

Quatrième partie

Esquisse budgétaire pour l'exercice biennal 2004-2005

VII. Résumé

51. L'esquisse budgétaire proposée pour l'exercice 2004-2005 est articulée autour des nouvelles priorités dans les limites des hypothèses financières décrites dans la deuxième partie du présent document. Elle tient compte des priorités opérationnelles, lesquelles régiront les activités de l'Office. Le montant des ressources se chiffre à 170,9 millions de dollars, ce qui représente un accroissement de 4,5 millions de dollars (soit 2,7 %) par rapport au budget révisé pour l'exercice 2002-2003, qui s'établissait à 166,4 millions de dollars. Le montant de 170,9 millions de dollars demandé au titre de l'esquisse est réparti entre les catégories définies dans le modèle de budget harmonisé, à savoir programme, appui aux programmes, et gestion et administration. L'accroissement des ressources concerne essentiellement les activités de programme, lesquelles augmentent de 1,5 % en chiffres réels. S'agissant des ressources affectées à l'infrastructure (appui aux programmes et gestion et administration) le volume demeure inchangé, sauf pour les agents d'exécution, les projets d'exécution nationale étant moins nombreux, comme indiqué plus haut. Il a été tenu compte d'une augmentation des coûts de 4 % au titre de l'inflation et des fluctuations des taux de change pour les bureaux de pays, et de 6 % pour le siège.

52. Le tableau 9 ci-après récapitule les prévisions établies pour l'exercice 2004-2005:

Tableau 9

Esquisse budgétaire pour l'exercice biennal 2004-2005

(en milliers de dollars)

<i>Poste</i>	<i>Prévisions révisées 2002-2003</i>	<i>Variations Montant</i>	<i>%</i>	<i>Esquisse budgétaire 2004-2005</i>
A. Programme				
<i>Secteur</i>				
Orientation, législation et sensibilisation	14 743,3	194,9	1,3	14 938,2
Prévention et réduction de l'abus de drogues	41 641,4	582,1	1,4	42 223,5
Activités de substitution	33 314,7	499,4	1,5	33 814,1
Répression du trafic de drogues	40 470,7	718,8	1,8	41 189,5
Total, A	130 170,1	1 995,2	1,5	132 165,3
<i>Région</i>				
Programme mondial	11 682,9	--	--	11 682,9
Afrique	14 688,2	--	--	14 688,2
Asie centrale et orientale, Asie occidentale et centrale, Proche et Moyen-Orient	26 733,4	849,8	3,2	27 583,2
Asie du Sud	1 710,2	--	--	1 710,2
Asie de l'Est et Pacifique	24 316,2	241,4	1,0	24 557,6
Amérique latine et Caraïbes	51 039,2	904,0	1,8	51 943,2
Total, A	130 170,1	1 995,2	1,5	132 165,3
B. Appui aux programmes				
Bureaux de pays	17 768,9	717,2	4,0	18 486,1
Siège	6 617,3	399,7	6,0	7 017,0
Agents d'exécution	2 020,4	796,4	39,4	2 816,8
Total, B	26 406,6	1 913,3	7,2	28 319,9
C. Gestion et administration	9 857,3	595,4	6,0	10 452,7
Total, budget d'appui (B et C)	36 263,9	2 508,7	6,9	38 772,6
Total général	166 434,0	4 503,9	2,7	170 937,9

53. Aux ressources du Fonds du PNUCID s'ajoutent celles provenant du budget ordinaire de l'ONU, qui s'élèvent à 15,3 millions de dollars pour l'exercice 2002-2003 et qu'il est proposé de porter à 16,6 millions de dollars (soit un accroissement de 8,4 %) pour l'exercice 2004-2005.

VIII. Programme

A. Vue d'ensemble

54. Au cours de 2003, des propositions de programmes détaillés seront élaborées aux échelons mondial, régional et national, conformément aux priorités opérationnelles de l'Office. L'accent portera davantage sur les opérations, tant sur le plan géographique qu'en ce qui concerne les moyens employés par l'Office, en vue d'obtenir des résultats au niveau national. Les programmes de l'Office concernant la drogue visent avant tout à élaborer, avec des partenaires clefs, des programmes stratégiques directeurs qui incorporent, dans un programme intégré unique, des activités de contrôle des drogues et de prévention de la criminalité qui concourent

au même objectif. Les projets financés par le Fonds du PNUCID demeureront toutefois distincts pour ce qui est des produits et de la comptabilisation de l'emploi des ressources. D'une manière générale, l'orientation géographique et thématique sera conforme au budget-programme révisé pour l'exercice 2002-2003, hormis les quelques exceptions exposées ci-après. La masse des ressources affectées aux activités de programme devrait augmenter légèrement (de 1,5 %). Malgré une diminution importante des contributions au titre de la participation aux coûts résultant de l'achèvement des principaux projets financés à ce titre par le Brésil, ce mode de financement continuera d'être important et s'étendra à d'autres pays à revenu intermédiaire.

55. Certaines augmentations sont prévues dans le cadre des programmes pour l'Afrique. Les opérations menées sur ce continent devront être revues pour en accroître le taux d'exécution et obtenir des résultats plus durables.

56. Compte tenu du retrait progressif des principaux projets financés au titre de la participation aux coûts par le Brésil, la masse budgétaire pour l'Amérique latine et les Caraïbes diminuera, bien que la plupart des programmes de pays demeureront stables ou connaîtront une légère augmentation.

57. Bien qu'il soit difficile de prévoir comment la situation politique évoluera au Myanmar, on peut dire que si la tendance à la démocratisation se poursuit, les relations entre ce pays et la communauté internationale pourraient connaître des mutations qui ouvriraient la voie à une nouvelle coopération. La communauté internationale pourrait apporter un appui important, ce qui permettrait d'étendre considérablement les activités de substitution dans ce pays. L'Office contre la drogue et le crime prend donc des dispositions en ce sens.

58. L'Office continuera d'apporter son concours aux efforts importants déployés en Afghanistan pour aider l'Autorité transitoire à faire reculer la culture illicite du pavot à opium et le trafic de drogues. Les activités de réduction de la demande que mène l'Office continueront de s'étendre à des pays où l'usage par injection est un facteur essentiel de la progression de l'infection par le VIH et du sida, notamment la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde et les pays d'Asie centrale.

59. Ces modifications dépendront entièrement du financement apporté par les pays donateurs.

B. Principes généraux

60. La stratégie générale consiste à prêter appui aux États Membres pour qu'ils puissent appliquer les conventions internationales relatives au contrôle des drogues et les décisions prises par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire. Ainsi, la priorité sera accordée aux activités opérationnelles qui favorisent une approche intégrée des problèmes de drogues et de criminalité; qui étayent le développement durable; qui fassent une même place à la prévention et à la répression, qui mettent à profit les connaissances que l'on a de ces questions et les pratiques optimales en la matière; et qui tirent autant que possible parti des moyens dont disposent les agents d'exécution et les partenaires.

C. Orientations, législation et sensibilisation

61. Conformément aux nouveaux objectifs de l'Union africaine et dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, le PNUCID favorisera la prise en compte du contrôle des drogues dans les grandes initiatives de développement en Afrique. Pour ce faire, un conseiller principal sera affecté au siège de l'Union africaine et des documents d'information sur les drogues en Afrique seront élaborés pour être largement diffusés auprès des populations africaines, des responsables et des partenaires potentiels. Par ailleurs, le PNUCID continuera d'aider à l'exécution du plan d'action sur la lutte contre la drogue en Afrique pour la période 2002-2006, ainsi que d'autres plans d'action régionaux. Une assistance juridique sera fournie en vue de la ratification de conventions relatives au contrôle des drogues ainsi que de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des protocoles s'y rapportant.

62. En Europe centrale et orientale, le PNUCID contribuera à intégrer les normes de l'Union européenne dans les législations sur le contrôle des drogues. En Fédération de Russie et au Bélarus, il aidera à renforcer les capacités nationales d'élaboration des politiques. En Asie occidentale, il s'emploiera à moderniser la législation sur le contrôle des drogues et à favoriser les accords de coopération régionale. En Afghanistan, il contribuera à la mise en place d'organismes nationaux de contrôle des drogues et favorisera la participation aux dispositifs de coopération régionale. En République islamique d'Iran, il aidera à mettre à jour la législation et à renforcer les capacités judiciaires. Au Pakistan, il tâchera de faire en sorte que la culture du pavot ne reprenne pas. En Asie centrale, il s'occupera des orientations, de la législation et de la sensibilisation dans le domaine du contrôle des drogues.

63. En Asie du Sud et en Asie de l'Est, le PNUCID prêtera une assistance juridique et lancera, avec les pouvoirs publics et la société civile, de grandes campagnes de sensibilisation. En Asie de l'Est, il étoffera le réseau informatisé permettant de contrôler les progrès réalisés dans le cadre du plan d'action ACCORD. En Amérique latine et dans les Caraïbes, il exécutera plusieurs projets visant à améliorer les moyens des commissions interministérielles nationales de contrôle des drogues en matière d'orientations et de sensibilisation, en tenant compte notamment des recommandations spécifiques issues du mécanisme d'évaluation multilatéral de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) de l'Organisation des États américains.

D. Prévention et réduction de l'abus de drogues

64. En Afrique, les projets de réduction de la demande feront une large place aux programmes éducatifs en matière de drogues à l'intention des jeunes, scolarisés ou non, et des groupes durement touchés par la guerre et les conflits. Le PNUCID continuera de seconder certains services de traitement et de réinsertion ainsi que des travaux de recherche sur le rapport entre l'abus de drogues et la transmission de l'infection par le VIH et du sida.

65. En Europe centrale et orientale, ainsi qu'au Bélarus et en Fédération de Russie, le PNUCID continuera de contribuer au développement de systèmes nationaux d'observation de l'abus des drogues. Les projets permettront en outre

d'élaborer des plans de prévention et de traitement de l'abus des drogues au niveau local et de sensibiliser les usagers injecteurs au risque de transmission du VIH et du sida. Outre l'Afghanistan, le PNUCID aidera davantage la République islamique d'Iran et le Pakistan pour ce qui est des systèmes d'information sur l'abus des drogues et de l'analyse de la situation et prêtera assistance aux programmes locaux de traitement et de réinsertion. Les cinq pays d'Asie centrale bénéficieront d'une assistance technique de sorte à mettre à niveau leurs capacités de prévention de l'abus des drogues et de la transmission du VIH et du sida. Au Proche et Moyen-Orient, des projets de réduction de la demande seront exécutés à l'échelon national, mais aussi dans le cadre des programmes de coopération sous-régionale en place. En Asie du Sud et de l'Est, le PNUCID demeurera le chef de file des organismes coparrainants d'ONUSIDA dans le domaine de la prévention de la transmission du VIH et du sida associée à l'abus des drogues. Il s'agira notamment de faire prendre en compte les questions relatives au VIH dans les programmes généraux de santé publique et de réduction de la demande de drogues. Les programmes de prévention de l'abus de drogues seront entrepris en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales et le secteur privé. Les drogues synthétiques, et en particulier les stimulants de type amphétamine, dont l'abus devient de plus en plus préoccupant, bénéficieront d'une plus grande priorité.

66. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le PNUCID continuera d'apporter une aide à de nombreux pays dans le domaine de la prévention primaire ainsi que du traitement et de la réinsertion sociale des toxicomanes, et concentrera son action sur les groupes à risque. Les projets proposant des programmes scolaires d'éducation en matière de drogues et une formation aux enseignants demeureront prioritaires dans toute la région. Dans certains pays, l'accent sera mis en particulier sur la prévention de l'abus des drogues et de la transmission du VIH et du sida, ainsi que sur l'amélioration des services proposés aux usagers injecteurs, aux personnes touchées par le VIH ou le sida et aux groupes marginalisés. De nouvelles initiatives de prévention de l'abus des drogues sur le lieu de travail sont prévues, qui se fondent sur les pratiques optimales élaborées précédemment dans cette région. Comme par le passé, la plupart des projets seront élaborés et exécutés par les commissions nationales de contrôle des drogues, les ministères de la santé et de l'éducation et des organisations non gouvernementales.

E. Activités de substitution

67. Le PNUCID continuera de rassembler des informations détaillées sur l'étendue des cultures illicites dans les principaux pays producteurs de plantes servant à fabriquer des drogues, en collaboration avec les autorités nationales. Plusieurs projets de renforcement des capacités nationales d'organisation, d'exécution, de contrôle et d'évaluation des activités de substitution continueront d'être exécutés en Asie et en Amérique du Sud. Le PNUCID continuera de mettre en œuvre plusieurs programmes pilotes dans les principaux pays où l'on trouve des cultures illicites, programmes qui pourront être ensuite reproduits par les pouvoirs publics et par d'autres partenaires. Dans le cadre de ces projets, on s'emploiera à faire une plus large place à la participation du secteur privé afin que les produits issus des activités de substitution puissent se vendre sur les marchés tant nationaux qu'internationaux.

68. Par ailleurs, on continuera d'œuvrer à la participation des femmes à l'ensemble des activités de projet. Les programmes pilotes seront progressivement intégrés dans des programmes nationaux de plus grande envergure, visant à alléger la pauvreté et à favoriser le développement rural. À cette fin, des consultations, notamment en vue d'une programmation commune, seront menées avec les banques multilatérales de développement et d'autres partenaires.

F. Répression du trafic de drogues

69. En Afrique, le PNUCID exécutera des projets destinés à aider les pouvoirs publics à s'attaquer aux problèmes que pose l'expansion du trafic d'héroïne et de cocaïne; pour cela, il s'attachera à renforcer les activités de répression dans les ports et les aéroports et à améliorer la diffusion du renseignement ainsi que la collaboration internationale entre les services compétents. En Europe centrale et orientale, il aidera à améliorer la coopération transfrontière. Au Bélarus et en Fédération de Russie, plusieurs projets viseront à étayer les organismes de répression et à répondre aux besoins en formation au niveau local. Le PNUCID favorisera aussi la coopération transfrontière entre l'Afghanistan et les pays qui le bordent, et il continuera d'œuvrer au renforcement des capacités de répression du trafic de drogues et de précurseurs en République islamique d'Iran. En Asie centrale, il aidera à consolider les organismes de contrôle des drogues et s'emploiera à rendre les stratégies viables. Le programme de formation assisté par ordinateur qu'il a élaboré et qui a donné de bons résultats sera étendu aux États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et à d'autres pays. En Amérique latine et dans les Caraïbes, il continuera de favoriser et de consolider la coopération internationale, notamment pour ce qui est de la diffusion de l'information, de la formation et de l'échange de compétences. L'amélioration des systèmes de contrôle des précurseurs demeurera prioritaire dans plusieurs pays de la région. Plusieurs projets aideront les gouvernements à adopter et à appliquer des lois et règlements unifiés qui permettront de traduire en justice les responsables du trafic de drogues et du blanchiment d'argent.

IX. Appui aux programmes

70. Les ressources affectées à l'appui aux programmes, à l'exception des agents externes, s'élèvent à 25 503 100 dollars, ce qui représente une progression de 1 116 900 dollars (soit 4,6 %), imputable à l'inflation et aux fluctuations des taux de change. Aucune variation de volume n'est proposée à ce stade car il conviendra d'examiner de près l'incidence de la réorganisation proposée de l'Office ainsi que des bureaux extérieurs. La Commission sera tenue informée à tous les stades de ce processus par les instances habituelles. Les incidences budgétaires finales de cette réorganisation figureront dans le budget initial du Fonds du PNUCID, dont la Commission sera saisie à la reprise de sa quarante-sixième session, en décembre 2003.

X. Gestion et administration

71. Les ressources affectées à la gestion et à l'administration, s'élèvent à 10 452 700 dollars, ce qui représente une progression de 595 400 dollars (soit 6 %) imputable à l'inflation et aux fluctuations des taux de change. Comme dans le cas de l'appui aux programmes, aucune variation de volume n'est proposée à ce stade.

Notes

- ¹ Les intérêts perçus proviennent des excédents temporaires et des réserves de fonctionnement placés par la Trésorerie de l'Organisation des Nations Unies, en fonction des besoins de liquidités du PNUCID. Les intérêts afférents aux contributions à des fins spéciales figurent séparément dans le solde de chacun des comptes correspondants. Lorsque les arrangements conclus avec les donateurs stipulent que les intérêts doivent être crédités à un projet, les recettes sont comptabilisées comme ressources à des fins spéciales. Lorsque le PNUCID peut disposer des intérêts sans restriction, les recettes sont comptabilisées comme ressources à des fins générales.
- ² Les dépenses d'appui aux programmes sont prélevées sur les fonds alloués aux projets afin de financer les activités de soutien technique et administratif. Depuis le 1^{er} janvier 1997, le PNUCID applique un taux standard de 13 % au titre des dépenses d'appui aux programmes, partageant, le cas échéant, le montant recouvré avec les agents d'exécution partenaires. S'agissant des projets d'exécution nationale, les frais imputés s'établissent à 5 %.
- ³ Il s'agit là d'options "à la carte" que les États pourraient mettre en œuvre à leur convenance et en fonction de la législation nationale.
- ⁴ Le plan ACCORD a été adopté lors d'une réunion intitulée "Congrès international pour une région de l'ANASE sans drogue en 2015: partager un idéal, initier le changement", qui a eu lieu à Bangkok du 11 au 13 octobre 2000.
- ⁵ Le système ProFi comporte deux registres, l'un intitulé "dépenses effectives", et l'autre "dépenses de gestion". Dans le registre "dépenses effectives" sont consignées les dépenses certifiées telles que communiquées chaque trimestre par les agents d'exécution et portées dans les relevés de compte du Fonds du PNUCID. Dans le registre "dépenses de gestion" sont consignées les dépenses engagées ou déboursées et communiquées chaque mois par les services compétents de l'Office (pour l'essentiel, les bureaux de pays), aux fins de la gestion des programmes. Ces rapports mensuels comportent également une estimation fine des prévisions de dépenses à la clôture.

Annexe I

Répartition des postes pour le budget d'appui, le budget-programme et le budget ordinaire, 2002-2003

		<i>SGA</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/1</i>	<i>Total</i>	<i>G/I^{re}</i> <i>classe</i>	<i>G/Autres</i> <i>classes</i>	<i>ARN</i>	<i>AL</i>	<i>Total</i>
I. Budget d'appui biennal														
A. Appui aux programmes														
1. Bureaux extérieurs														
<i>Afrique</i>														
Afrique du Sud														
	Prévisions initiales	--	--	1	--	1	--	--	2	--	--	1	2	5
	Prévisions révisées	--	--	1	--	1	--	--	2	--	--	1	2	5
Kenya														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	2	4
	Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	2	4
Nigéria														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	2	4
	Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	2	4
Sénégal														
	Prévisions initiales	--	--	--	1	--	1	--	2	--	--	1	2	5
	Prévisions révisées	--	--	--	1	--	1	--	2	--	--	1	2	5
<i>Europe centrale et orientale, Asie occidentale et centrale, Proche et Moyen-Orient</i>														
Afghanistan														
	Prévisions initiales	--	--	1	--	--	--	--	1	--	--	1	3	5
	Prévisions révisées	--	--	1	--	1	--	--	2	--	--	2	3	7
Égypte														
	Prévisions initiales	--	--	1	--	--	1	--	2	--	--	1	2	5
	Prévisions révisées	--	--	1	--	--	1	--	2	--	--	1	2	5
Fédération de Russie														
	Prévisions initiales	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	1	2	4
	Prévisions révisées	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	1	2	4
Iran (République islamique d')														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	2	2	5
	Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	2	2	5
Ouzbékistan														
	Prévisions initiales	--	--	--	1	1	--	--	2	--	--	1	3	6
	Prévisions révisées	--	--	--	1	1	--	--	2	--	--	1	3	6
Pakistan														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	2	4
	Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	2	4
<i>Asie du Sud</i>														
Inde														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	3	5
	Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	3	5

Répartition des postes pour le budget d'appui, le budget-programme et le budget ordinaire, 2002-2003

	<i>SGA</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/1</i>	<i>Total</i>	<i>G/1^{re}</i> <i>classe</i>	<i>G/Autres</i> <i>classes</i>	<i>ARN</i>	<i>AL</i>	<i>Total</i>
<i>Asie de l'Est et Pacifique</i>													
Myanmar													
Prévisions initiales	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	1	3	5
Prévisions révisées	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	1	3	5
République démocratique populaire lao													
Prévisions initiales	--	--	--	1	2	--	--	3	--	--	--	4	7
Prévisions révisées	--	--	--	1	2	--	--	3	--	--	--	4	7
Thaïlande													
Prévisions initiales	--	1	--	1	--	--	1	3	--	--	2	5	10
Prévisions révisées	--	1	--	1	--	1	--	3	--	--	2	5	10
Viet Nam													
Prévisions initiales	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	1	3	5
Prévisions révisées	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	1	3	5
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>													
Barbade													
Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	1	3
Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	1	3
Bolivie													
Prévisions initiales	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	2	4	7
Prévisions révisées	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	2	4	7
Brésil													
Prévisions initiales	--	--	1	--	--	--	--	1	--	--	2	5	8
Prévisions révisées	--	--	1	--	--	--	--	1	--	--	2	5	8
Colombie													
Prévisions initiales	--	--	1	--	--	1	--	2	--	--	1	4	7
Prévisions révisées	--	--	1	--	--	1	--	2	--	--	1	4	7
Mexique													
Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	2	4
Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	1	2	4
Pérou													
Prévisions initiales	--	--	1	--	--	--	--	1	--	--	1	3	5
Prévisions révisées	--	--	1	--	--	--	--	1	--	--	1	3	5
Total, bureaux extérieurs													
Prévisions initiales	-	1	6	8	11	3	1	30	--	--	24	59	113
Prévisions révisées	-	1	6	8	12	4	--	31	--	--	25	59	115

2. Siège

Directeur (DOA)

Prévisions initiales	--	1	--	--	--	--	--	1	--	--	--	--	1
Prévisions révisées	--	1	--	--	1	--	--	2	1	--	--	--	3

Répartition des postes pour le budget d'appui, le budget-programme et le budget ordinaire, 2002-2003

	<i>SGA</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/1</i>	<i>Total</i>	<i>G/I^{re}</i> <i>classe</i>	<i>G/Autres</i> <i>classes</i>	<i>ARN</i>	<i>AL</i>	<i>Total</i>
Services techniques (DOA)													
Prévisions initiales	--	--	1	3	1	1	1	7	--	7	--	--	14
Prévisions révisées	--	--	1	3	1	1	1	7	--	5	--	--	12
Service des opérations (DOA)													
Prévisions initiales	--	--	1	4	2	4	1	12	--	9	--	--	21
Prévisions révisées	--	--	1	4	2	4	1	12	--	9	--	--	21
Programme de surveillance des cultures illicites (DOA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Groupe de la planification et de l'évaluation (DER)													
Prévisions initiales	--	--	--	1	1	1	--	3	--	2	--	--	5
Prévisions révisées	--	--	--	1	1	1	--	3	--	2	--	--	5
Total, siège													
Prévisions initiales	--	1	2	8	4	6	2	23	--	18	--	--	41
Prévisions révisées	--	1	2	8	5	6	2	24	1	16	--	--	41
Total, appui aux programmes													
Prévisions initiales	--	2	8	16	15	9	3	53	--	18	24	59	154
Prévisions révisées	--	2	8	16	17	10	2	55	1	16	25	59	156

B. Gestion et administration

Siège

Bureau du Directeur exécutif (OED)

Prévisions initiales	--	--	1	--	1	1	--	3	--	3	--	--	6
Prévisions révisées	--	--	1	--	1	1	--	3	--	2	--	--	5

Directeur (DER)

Prévisions initiales	--	1	--	--	--	--	--	1	1	--	--	--	2
Prévisions révisées	--	1	--	--	--	--	--	1	--	1	--	--	2

Bureau de liaison de New York (OED)

Prévisions initiales	--	--	1	--	--	1	--	2	--	1	--	--	3
Prévisions révisées	--	--	1	--	--	1	--	2	--	1	--	--	3

Section de la sensibilisation et de la communication (DER)

Prévisions initiales	--	--	--	1	1	2	--	4	--	1	--	--	5
Prévisions révisées	--	--	--	1	--	2	--	3	--	2	--	--	5

Groupe de la coordination interinstitutions (DER)

Prévisions initiales	--	--	--	--	--	2	--	2	--	1	--	--	3
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	2	--	2	--	1	--	--	3

Groupe des relations extérieures et de la mobilisation de fonds (DER)

Prévisions initiales	--	--	1	--	2	--	1	4	--	3	--	--	7
Prévisions révisées	--	--	1	--	2	--	1	4	--	3	--	--	7

Directeur (DTA)

Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Répartition des postes pour le budget d'appui, le budget-programme et le budget ordinaire, 2002-2003

	<i>SGA</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/1</i>	<i>Total</i>	<i>G/I^{re}</i> <i>classe</i>	<i>G/Autres</i> <i>classes</i>	<i>ARN</i>	<i>AL</i>	<i>Total</i>
Services des traités et des affaires juridiques (DTA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	--	--	1
Programme mondial contre le blanchiment de l'argent (DTA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	--	--	1
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	--	--	1
Service d'appui financier (DTA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	3	1	--	4	--	10	--	--	14
Prévisions révisées	--	--	--	--	3	1	--	4	--	10	--	--	14
Section de la gestion des ressources humaines (DACS-UNOV)													
Prévisions initiales	--	--	--	1	--	--	--	1	--	2	--	--	3
Prévisions révisées	--	--	--	1	--	--	--	1	--	2	--	--	3
Section de la technologie de l'information (DACS-UNOV)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	1	3	--	--	5
Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	1	3	--	--	5
Total, gestion et administration													
Prévisions initiales	--	1	3	2	8	7	1	22	2	25	--	--	49
Prévisions révisées	--	1	3	2	7	7	1	21	1	27	--	--	49
C. Programme													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Total, budget d'appui													
Prévisions initiales	--	3	11	18	23	16	4	75	2	43	24	59	203
Prévisions révisées	--	3	11	18	24	17	3	76	2	43	25	59	205

II. Budget-programme

A. Appui aux programmes													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
B. Gestion et administration													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
C. Programme													
1. Bureaux extérieurs													
<i>Afrique</i>													
Afrique du Sud													
Prévisions initiales	--	--	--	--	2	--	--	2	--	--	--	--	2
Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1

Répartition des postes pour le budget d'appui, le budget-programme et le budget ordinaire, 2002-2003

		SGA	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total	G/I ^{re} classe	G/Autres classes	ARN	AL	Total
Kenya														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
	Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
Nigéria														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
	Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Sénégal														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	Prévisions révisées	--	--	--	--	--	1	--	1	--	--	--	--	1
<i>Europe centrale et orientale, Asie occidentale et centrale, Proche et Moyen-Orient</i>														
Afghanistan														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	Prévisions révisées	--	--	--	1	1	--	--	2	--	--	--	--	2
Bulgarie														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
Égypte														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	--	1	--	1	--	--	--	--	1
	Prévisions révisées	--	--	--	--	--	1	--	1	--	--	--	--	1
Iran (République islamique d')														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
	Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
Ouzbékistan														
	Prévisions initiales	--	--	--	1	2	1	--	4	--	--	--	--	4
	Prévisions révisées	--	--	--	1	2	1	--	4	--	--	--	--	4
Pakistan														
	Prévisions initiales	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	--	--	1
	Prévisions révisées	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	--	--	1
Tadjikistan														
	Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
	Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
<i>Asie de l'Est et Pacifique</i>														
Cambodge														
	Prévisions initiales	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	--	--	1
	Prévisions révisées	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	--	--	1
Myanmar														
	Prévisions initiales	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	--	--	1
	Prévisions révisées	--	--	--	1	1	--	--	2	--	--	--	--	2
République démocratique populaire lao														
	Prévisions initiales	--	--	--	1	--	1	--	2	--	--	--	--	2
	Prévisions révisées	--	--	--	2	1	1	--	4	--	--	--	--	4

Répartition des postes pour le budget d'appui, le budget-programme et le budget ordinaire, 2002-2003

	SGA	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total	G/I ^{re} classe	G/Autres classes	ARN	AL	Total
Thaïlande													
2002-2003 initial	--	--	--	3	3	--	--	6	--	--	--	--	6
2002-2003 révisé	--	--	--	4	4	1	--	9	--	--	--	--	9
Viet Nam													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	1	--	--	--	--	--	--	--
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>													
Colombie													
Prévisions initiales	--	--	--	1	1	--	--	2	--	--	--	--	2
Prévisions révisées	--	--	--	1	2	--	--	3	--	--	--	--	3
République dominicaine													
Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
Total, bureaux extérieurs													
Prévisions initiales	--	--	--	9	13	3	--	25	--	--	--	--	25
Prévisions révisées	--	--	--	12	17	6	--	35	--	--	--	--	35
2. Siège (DOA)													
Directeur													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	--	--	1
Services techniques (DOA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	2	3	2	7	--	5	--	--	12
Prévisions révisées	--	--	--	--	2	5	4	11	--	7	--	--	18
Service des opérations (DOA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	1	1	2	--	--	--	--	2
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	1	1	2	--	--	--	--	2
Programme de surveillance des cultures illicites (DOA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	1	1	2	--	4	--	--	6
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	--	--	1
Bureau du Directeur exécutif													
Prévisions initiales	--	--	1	--	--	--	--	1	--	--	--	--	1
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Groupe des relations extérieures et de la mobilisation de fonds (DER)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	1	--	1	--	2	--	--	3
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	1	--	1	--	2	--	--	3
Programme mondial contre le blanchiment de l'argent (DTA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	3	1	1	5	--	2	--	--	7
Prévisions révisées	--	--	--	--	3	1	1	5	--	2	--	--	7
Secrétariat de l'OICS (DTA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	2	--	--	3
Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	2	--	--	3

Répartition des postes pour le budget d'appui, le budget-programme et le budget ordinaire, 2002-2003

	<i>SGA</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/1</i>	<i>Total</i>	<i>G/I^{re}</i> <i>classe</i>	<i>G/Autres</i> <i>classes</i>	<i>ARN</i>	<i>AL</i>	<i>Total</i>
Section de l'assistance juridique (DTA)													
Prévisions initiales	--	--	--	2	--	1	--	3	--	1	--	--	4
Prévisions révisées	--	--	--	2	--	--	--	2	--	2	--	--	4
Section de la technologie de l'information (DACS-UNOV)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	1	1	--	3	--	--	4
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	2	--	--	2
Total, siège													
Prévisions initiales	--	--	1	2	6	8	6	23	--	19	--	--	42
Prévisions révisées	--	--	--	2	6	8	6	22	--	18	--	--	41
Total, programme													
Prévisions initiales	--	--	1	11	20	11	5	48	--	19	--	--	67
Prévisions révisées	--	--	--	14	23	14	6	57	--	18	--	--	76

III. Budget ordinaire

A. Appui aux programmes

Siège

Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

B. Gestion et administration

Directeur exécutif

Prévisions initiales	1	--	--	--	--	--	--	1	--	--	--	--	1
Prévisions révisées	1	--	--	--	--	--	--	1	--	--	--	--	1

Groupe des relations extérieures et de la mobilisation de fonds (DER)

Prévisions initiales	--	--	--	--	--	1	--	1	--	--	--	--	1
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	1	--	1	--	--	--	--	1

Section de la sensibilisation et de la communication (DER)

Prévisions initiales	--	--	--	1	--	--	1	2	--	--	--	--	2
Prévisions révisées	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	--	--	1

Groupe de la coordination interinstitutions (DER)

Prévisions initiales	--	--	--	1	--	--	--	1	--	1	--	--	2
Prévisions révisées	--	--	--	1	--	--	--	1	--	1	--	--	2

Service d'appui financier (DTA)

Prévisions initiales	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	--	--	1
Prévisions révisées	--	--	--	1	--	--	--	1	--	--	--	--	1

Section de la gestion des ressources humaines (DACS-UNOV)

Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	1	1	--	--	2
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	1	--	--	--	1

Section de la technologie de l'information (DACS-UNOV)

Prévisions initiales	--	--	--	--	--	1	1	2	--	--	--	--	2
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	1	1	2	--	--	--	--	2

Répartition des postes pour le budget d'appui, le budget-programme et le budget ordinaire, 2002-2003

	SGA	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total	G/I ^{re} classe	G/Autres classes	ARN	AL	Total
Total, gestion et administration													
Prévisions initiales	1	--	--	3	--	2	2	8	1	2	--	--	11
Prévisions révisées	1	--	--	3	--	2	1	7	1	1	--	--	9
C. Programme													
Directeur (DTA)													
Prévisions initiales	--	1	--	--	--	--	--	1	1	--	--	--	2
Prévisions révisées	--	1	--	--	--	--	--	1	1	--	--	--	2
Service des traités et des affaires juridiques (DTA)													
Prévisions initiales	--	--	1	1	4	2	2	10	--	4	--	--	14
Prévisions révisées	--	--	1	1	4	2	2	10	--	4	--	--	14
Secrétariat de l'OICS (DTA)													
Prévisions initiales	--	--	1	1	4	8	3	17	--	11	--	--	28
Prévisions révisées	--	--	1	1	4	8	3	17	--	11	--	--	28
Programme mondial contre le blanchiment de l'argent (DTA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
Prévisions révisées	--	--	--	--	1	--	--	1	--	--	--	--	1
Directeur (DOA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	--	--	1
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	--	--	1
Service des opérations (DOA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	--	1	1	--	1	--	--	2
Services techniques (DOA)													
Prévisions initiales	--	--	--	1	6	2	2	11	1	4	--	--	16
Prévisions révisées	--	--	--	1	6	2	2	11	1	3	--	--	15
Programme de surveillance des cultures illicites (DOA)													
Prévisions initiales	--	--	--	--	--	1	--	1	--	--	--	--	1
Prévisions révisées	--	--	--	--	--	1	--	1	--	--	--	--	1
Total, programme													
Prévisions initiales	--	1	2	3	15	13	7	41	2	20	--	--	63
Prévisions révisées	--	1	2	3	15	13	8	42	2	20	--	--	64
Total, budget ordinaire													
Prévisions initiales	1	1	2	6	15	15	9	49	3	22	--	--	74
Prévisions révisées	1	1	2	6	15	15	9	49	3	21	--	--	73

Note: ARN: administrateur recruté sur le plan national; AL: agent local; DACS-UNOV: Division des services administratifs et des services communs de l'Office des Nations Unies à Vienne; DER: Division des relations extérieures; DOA: Division des opérations et de l'analyse; DTA: Division des traités; OED: Bureau du Directeur exécutif; SGA: Secrétaire général adjoint.

Annexe II

Suite donnée aux recommandations et observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par le Comité des commissaires aux comptes

A. Recommandations et observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Dans son rapport (E/CN.7/2001/18) sur le budget final proposé pour l'exercice biennal 2000-2001 et le budget initial proposé pour l'exercice biennal 2002-2003 (E/CN.7/2001/14 et Add.1), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) a formulé un certain nombre de demandes d'information ainsi que des recommandations. On trouvera récapitulées ci-après la suite qui y a été donnée par l'Office contre la drogue et le crime.
2. *Agencement du budget.* Au paragraphe 3 de son rapport, le Comité consultatif recommande de réunir les informations dans un seul et même document. Au paragraphe 4, il recommande que la description des programmes soit élaguée pour gagner en concision. Enfin, au paragraphe 5, il recommande que les ajustements requis soient présentés sous forme synthétique à la Commission des stupéfiants par son intermédiaire.
3. *Suite donnée.* Comme indiqué précédemment, les descriptions des programmes ont été remaniées et sont accessible sur le site Web de l'Office <www.unodc.org>. Les modifications de fond proposées figurent sous une forme récapitulative dans le présent document.
4. *Projections des recettes.* Au paragraphe 10 de son rapport, le Comité consultatif estime que les projections de recettes qui figurent dans le document E/CN.7/2001/14 sont optimistes.
5. *Suite donnée.* Comme indiqué à la deuxième partie du présent document, pour l'exercice 2002-2003, le montant total des recettes devrait augmenter quelque peu (de 0,9 million de dollars), passant ainsi de 136,3 millions de dollars à 137,2 millions de dollars. Les contributions à des fins générales devraient diminuer (de 5 millions de dollars), tandis que celles à des fins spéciales devraient augmenter (de 5,9 millions de dollars). Pour l'exercice 2004-2005, on est parti de l'hypothèse que la composition des contributions serait améliorée du fait que certaines des options proposées à la deuxième partie du présent document seraient retenues par les États Membres. Dans l'ensemble, les projections de recettes font, de fait, apparaître une diminution, passant de 137,2 millions de dollars pour l'exercice 2002-2003 à 125,5 millions de dollars pour l'exercice 2004-2005.
6. *Augmentation des dépenses d'administration et des dépenses d'appui au siège.* Au paragraphe 19 de son rapport, le Comité consultatif note avec préoccupation qu'il est proposé d'augmenter les dépenses de gestion et les dépenses d'appui aux programmes au siège alors que des pouvoirs ont récemment été délégués au personnel sur le terrain, comme indiqué dans le document budgétaire.

7. *Suite donnée.* L'Office a pris note des préoccupations du Comité consultatif. Comme indiqué dans la première partie du présent document, il a proposé des directives opérationnelles et exposé son point de vue sur les directrices pour les priorités opérationnelles et les conditions préalables. Le remaniement de l'organigramme qui devrait en résulter sera, une fois approuvé par le Secrétaire général, pris en compte pour l'établissement du projet de budget initial pour l'exercice 2004-2005, lequel fera apparaître aussi les synergies possibles et les économies susceptibles d'être opérées.

8. *Système intégré de gestion programmatique et financière (ProFi).* Au paragraphe 27 de son rapport, le Comité consultatif s'interroge sur les raisons pour lesquelles les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la phase 2 du système ProFi n'ont pas été prévues. Il prie le Directeur exécutif de décrire les gains en productivité et en efficacité attendus de la mise en place de ce système.

9. *Suite donnée.* Le module d'information financière du ProFi, dont les produits sont actuellement accessibles tant par les services organiques de l'Office que par les États Membres, établit divers rapports spécifiques requis tant pour la gestion courante qu'à des fins administratives. Les informations ainsi communiquées peuvent être obtenues sous diverses formes: au niveau mondial, ou par région, par projet ou encore par secteur thématique. S'agissant des recettes, l'information porte sur l'historique comme sur l'état actuel des annonces et recouvrements de contributions. Pour les contributions à des fins spéciales, on y trouve des informations financières concernant les projets correspondants. La phase 2, que les États Membres, le Comité consultatif ainsi que l'Office estiment essentielle pour la planification, la gestion des programmes et l'évaluation, permettra d'obtenir des informations sur les programmes tant récapitulatives que détaillées. L'Office a préparé dans ses grandes lignes la stratégie de mise en place de la phase 2; cette dernière sera lancée dès que l'on disposera des fonds nécessaires.

10. *Impact des améliorations et modifications apportées pour donner effet aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne.* Au paragraphe 28 de son rapport, le Comité consultatif souligne qu'il souhaite recevoir des informations sur l'impact des améliorations et modifications apportées conformément aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne.

11. *Suite donnée.* L'Office a donné ou donne suite à la totalité des recommandations du Bureau. Toutefois, leurs effets ne pourront véritablement se faire sentir que lors de la mise en œuvre des priorités opérationnelles établies pour le moyen terme. Les projets de budget correspondants en rendront compte.

B. Recommandations et observations du Comité des commissaires aux comptes

12. Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a émis une opinion sans réserve sur les états financiers du Fonds du PNUCID pour l'exercice 2000-2001 (A/57/5/Add.9, chap. III). Les commissaires ont ainsi levé les réserves d'ordre technique émises pour les trois derniers exercices, le PNUCID ayant réussi à obtenir 99 % des attestations de vérification des comptes requises au titre des projets d'exécution nationale pour l'exercice 2000-2001. L'Office continue d'œuvrer en étroite collaboration avec les bureaux régionaux comme avec le PNUD afin que les

attestations requises pour l'exercice en cours soient présentées dans les délais voulus et que la portée et la présentation de l'information correspondante soit uniforme.

13. Le Comité des commissaires aux comptes a formulé d'autres recommandations importantes. Il a ainsi demandé que le PNUCID rationalise sa structure administrative et organisationnelle, afin d'améliorer le rapport coût-efficience et l'efficacité de ses opérations (par. 16) et prenne des mesures plus résolues afin de ramener les projets non financés à un niveau plus acceptable (par. 52).

14. Le budget de l'exercice 2002-2003 tient déjà compte des mesures prises pour améliorer le rapport coût-efficience et l'efficacité; par ailleurs, la situation du compte contributions à des fins générales est suivie de près, de sorte à déterminer, chaque trimestre, la situation de trésorerie. Il sera rendu compte, dans le projet de budget initial pour l'exercice 2004-2005 des autres synergies découlant de la réforme de l'organigramme.

15. Pour ce qui est des projets non financés, le PNUCID s'est fixé un premier objectif: s'employer systématiquement, s'agissant des engagements, à établir un rapport de 50:50 entre les projets financés et les projets non financés. En second lieu, et toujours à moyen terme, il se propose de mettre en place des fonds communs de financement, par des bailleurs de fonds, de projets pluriannuels; toutefois, pour ce faire, il faudra consulter davantage les bailleurs, la plupart d'entre eux ne fournissant des fonds que selon un cycle annuel.

16. Les autres recommandations et la suite que le PNUCID y a donné figurent aussi dans le rapport du Comité des commissaires.